



2024/74

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE
ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE
GÉNISSAC (GIRONDE)

<div>DATE DE CONVOCATION</div> <div>21 AOUT 2024</div>	<div>L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE 28 AOUT A DIX-HUIT HEURES</div> <div>Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni dans la salle des mariages en séance publique sous la Présidence de Madame BOURDAT BRISSEAU Émeline, Maire.</div>
<div>DATE D’AFFICHAGE</div> <div>21 AOUT 2024</div>	<div>Étaient présents : Madame BOURDAT BRISSEAU Émeline, M. BAGGIO Jean-Marie, Madame HENRY Christine, M. CHAPUS Benoît, Madame BOUCHON PEAUCELLE Isabelle, M. LE LEU Pascal, Madame L’HOMME Céline, Madame PEETERS Stéphanie, M. LAPORTE Francis, Madame PALLUET Laurence, Madame MAURI Fabienne</div>
<div>NOMBRE DE CONSEILLERS</div> <div>EN EXERCICE : 19</div> <div>PRÉSENTS : 11</div> <div>VOTANTS : 13</div> <div>QUORUM ATTEINT</div>	<div>Pouvoirs : Monsieur BUREAU Olivier donne pouvoir à Madame BOURDAT BRISSEAU Émeline Madame BLIMON Rachel donne pouvoir à Madame HENRY Christine</div> <div>Absents excusés : M. LANSARD-RUIZ Pierre, M. CALISTO David</div> <div>Absents : Madame SICHE Delphine, Madame DAVID Sylvie, M. MARIE Berty, M. LASSALLE Jérôme</div> <div>M. BAGGIO Jean-Marie a été élu Secrétaire de séance.</div> <div>Madame le Maire informe l’Assemblée des points suivants :</div> <div><ul style="list-style-type: none">- une procédure disciplinaire a été engagée à l’encontre de Monsieur Laurent CHEVEAU, Technicien territorial titulaire de la Commune,- pour ce faire, la Collectivité a saisi le Conseil de discipline placé auprès du Centre de Gestion pour rendre un avis sur les faits reprochés au fonctionnaire territorial,</div>
<div>OBJET : Autorisation de signature d’un protocole transactionnel</div>	

DATE DE CONVOCATION 21 AOUT 2024	<ul style="list-style-type: none">- le Conseil de discipline a rendu son avis motivé le 10 juin 2024 et a proposé à l'unanimité la sanction d'exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 6 mois (sanction du 3^{ème} groupe figurant à l'article L 533-1 du Code général de la fonction publique),- la sanction proposée par le Conseil de discipline apporte une réponse adaptée à la nature des irrégularités qui ont été relatées dans cette affaire,- puis l'intéressé nous a transmis, par l'intermédiaire de son avocat, plusieurs doléances,- afin d'aboutir sur un accord de nature à satisfaire l'ensemble des parties, il est apparu judicieux de mettre en place un protocole transactionnel,- les éléments essentiels de ce protocole sont expliqués à l'Assemblée délibérante.
DATE D'AFFICHAGE 21 AOUT 2024	
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 19 PRÉSENTS : 11 VOTANTS : 13	
QUORUM ATTEINT	
OBJET : Autorisation de signature d'un protocole transactionnel	<p>La voie amiable est privilégiée en vue de clore ce différend de manière définitive.</p> <p>Des échanges se sont tenus entre l'avocat de M. CHEVEAU d'un côté et l'avocate de la Collectivité de l'autre côté.</p> <p>Des points de convergence ont émergé de part et d'autre.</p> <p>Sur la base des articles 2044 à 2052 du Code civil, il est envisagé de matérialiser les concessions réciproques via la conclusion d'un protocole transactionnel dont l'objectif est de fermer ce chapitre contentieux de façon irrévocable.</p> <p>Le protocole transactionnel déterminera les démarches et les contreparties exigées de chaque signataire.</p> <p>Il est donc proposé au Conseil Municipal d'accepter d'engager une phase de négociation avec M. CHEVEAU, de préparer un protocole transactionnel et d'autoriser Madame le Maire à signer ce document.</p> <p>VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.2121-12</p> <p>VU le Code civil, notamment ses articles 2044 à 2052,</p> <p>VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,</p> <p>VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,</p> <p>VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 6-1, 47 et 53,</p> <p>VU le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,</p> <p>VU le décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 modifié, portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des communes et des établissements publics locaux assimilés,</p> <p>VU la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,</p> <p>VU la délibération n° 2024/40 du 08/04/2024 désignant le cabinet d'avocats FONTAINE AARPI pour un dossier intéressant les ressources humaines,</p> <p>CONSIDERANT la volonté des deux parties de régler à l'amiable le différend qui les oppose et d'éviter tout recours contentieux ultérieur,</p>



<div>DATE DE CONVOCATION</div> <div>21 AOUT 2024</div>	<div>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,</div> <div><div>- AUTORISE Madame le Maire à mandater le cabinet d'avocats FONTAINE AARPI aux fins d'engager des négociations avec l'avocat de M. CHEVEAU et de préparer un protocole transactionnel.</div><div>- AUTORISE Madame le Maire à signer le protocole transactionnel et tout document y afférent.</div><div>- PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Commune de l'exercice 2024.</div><div>- CHARGE Madame le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.</div></div>
<div>DATE D'AFFICHAGE</div> <div>21 AOUT 2024</div>	
<div>NOMBRE DE CONSEILLERS</div> <div>EN EXERCICE : 19</div> <div>PRÉSENTS : 11</div> <div>VOTANTS : 13</div> <div>QUORUM ATTEINT</div>	
<div>OBJET : Autorisation de signature d'un protocole transactionnel</div>	<div>Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.</div> <div>Pour extrait certifié conforme.</div> <div><div>Le Maire,</div><div></div><div>Émeline BOURDAT BRISSEAU</div></div> <div><div>Le Secrétaire de séance,</div><div></div><div>Jean-Marie BAGGIO</div></div>

Envoyé en préfecture le 09/09/2024

Reçu en préfecture le 09/09/2024

Publié le



ID : 033-213301856-20240828-202474-DE



Publié le : 17/09/2024 08:44 (Europe/Paris)

Collectivité : Génissac

https://www.mairie-genissac.fr/documents_administratifs/15449